



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

RÉPONSE À LA PÉTITION

Préparer en anglais et en français en indiquant 'Texte original' ou 'Traduction'

N^o DE LA PÉTITION : 421-00779

DE : MME MAY (SAANICH-GULF ISLANDS)

DATE : LE 19 OCTOBRE 2016

Inscrire le nom du signataire : Signé par l'honorable Stéphane Dion

Réponse du ministre des Affaires étrangères

SIGNATURE

Ministre ou secrétaire parlementaire

OBJET

HONDURAS

TRADUCTION

RÉPONSE

La promotion et la protection des droits de la personne font partie intégrante de la politique étrangère du Canada et constituent une priorité de longue date dans le cadre de la relation du Canada avec le Honduras. Le Canada défend les droits de la personne et adopte des positions de principe sur des enjeux importants afin de promouvoir les droits de la personne, la gouvernance inclusive et responsable et le pluralisme pacifique, valeurs qui définissent ce pays, partout dans le monde.

Le Canada participe à des programmes de développement et de sécurité qui font la promotion des droits de la personne. Le Honduras bénéficie du financement du programme de développement bilatéral le plus important en Amérique centrale, avec environ 23 millions de dollars en financement annuel, faisant du Canada le troisième donateur en importance au Honduras. Le programme du Canada est axé sur deux priorités qui se renforcent mutuellement : 1) la gouvernance et les droits de la personne, et 2) la croissance économique durable. L'annonce la plus récente du Canada d'une

contribution de 5 millions de dollars à la Mission de soutien contre la corruption et l'impunité au Honduras de l'Organisation des États américains (MACCIH) aidera à renforcer les institutions honduriennes et à contribuer à un système de justice beaucoup plus solide.

À la suite de l'assassinat de Berta Cáceres en mars 2016, l'ambassadeur du Canada a diffusé sans tarder des communiqués, dont un communiqué de presse conjoint avec la communauté internationale au Honduras, condamnant les assassinats et exhortant les autorités honduriennes à mener une enquête, à traduire les auteurs de ce crime en justice et à protéger les défenseurs des droits de la personne.

L'agence qui mène l'enquête sur le meurtre de Berta Cáceres, l'Agence technique d'enquête criminelle (l'ATIC selon son acronyme en espagnol), a bénéficié de l'aide canadienne au moyen du renforcement de ses capacités dirigé par la Justice Education Society située à Vancouver.

Le gouvernement du Canada saisit toutes les occasions de soulever ses préoccupations et de plaider en faveur d'un respect accru des droits de la personne au Honduras, en particulier en ce qui concerne la sécurité des défenseurs des droits de la personne. Par exemple :

- Le ministre des Affaires étrangères a soulevé des préoccupations sur les droits de la personne et l'enquête sur Berta Cáceres avec le président Juan Orlando Hernández et d'autres représentants du gouvernement, y compris son homologue, la ministre des Affaires étrangères María Dolores Agüero, pendant sa visite au Honduras (13 et 14 octobre 2016).
- Également lors de son séjour au Honduras, le ministre des Affaires étrangères, accompagné par le directeur exécutif d'Avocats sans frontières Canada, a rencontré des membres de la société civile, y compris des défenseurs des droits de la personne, pour entendre leurs points de vue et partager leurs préoccupations sur la situation des droits de la personne au Honduras.
- L'ambassadeur du Canada au Honduras a rencontré la famille de Berta Cáceres et des représentants de son organisation, la *Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras* (COPINH), pour entendre leurs préoccupations et témoigner du soutien du Canada dans l'enquête en cours. L'ambassadeur a aussi fait part publiquement des préoccupations du Canada concernant le vol des dossiers originaux du tribunal et a soulevé la question directement au président de la Cour suprême.
- Le Canada a assumé la présidence du groupe de donateurs du G16 en juillet 2016. Le G16 est une tribune importante pour continuer à soulever des préoccupations en

matière de droits de la personne et de sécurité. Par exemple, avec le Canada en tant que responsable, le G16 s'est publiquement exprimé sur le meurtre récent d'activistes des droits fonciers et a plaidé en faveur de mesures visant à renforcer le nouveau Conseil national de la protection des défenseurs des droits de la personne.

- La secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international et de la Francophonie a visité le Honduras en juillet 2016 et en a profité pour soulever ses préoccupations concernant les droits de la personne.
- En avril 2016, le sous-ministre adjoint des Affaires étrangères pour les Amériques a mené des consultations bilatérales avec des représentants honduriens. Encore une fois, la protection des défenseurs des droits de la personne a été l'un des principaux sujets de discussion.
- À l'Organisation des États américains, le Canada s'est joint à d'autres États membres afin de condamner le meurtre de Berta Cáceres et demander la tenue d'une enquête sur son assassinat.
- La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a également condamné l'assassinat de Berta Cáceres. Elle était bénéficiaire des mesures de précaution de la CIDH, compte tenu des graves risques et des menaces continues auxquelles elle était confrontée au Honduras.
- Le Canada appuie le rôle central que joue la CIDH au titre de la protection et de la promotion des droits de la personne et leurs défenseurs dans l'hémisphère américain.

Le Canada continue d'exhorter les autorités honduriennes, publiquement et en privé, à intervenir pour améliorer la situation des droits de la personne. Le Canada continuera également d'appuyer la société civile locale et d'aborder les droits de la personne et l'insécurité au moyen de ses programmes ciblés.